

des vivres et déclare que les vivres sont le moyen d'assurer une reconstruction pacifique. Les réalisations du Canada dans le domaine de la production des vivres durant la guerre ont été magnifiques à cause des efforts inlassables de milliers d'hommes et de femmes, dont plusieurs dépassaient l'âge de la retraite, et qui ont tenu le coup, en l'absence de leurs fils et de leurs filles enrôlés dans les forces armées ou dans les usines de munitions.

Sous la direction constamment énergique et éminente du ministre de l'Agriculture (M. Gardiner), on peut compter que les cultivateurs canadiens sauront répondre aux besoins d'une production agricole maximum pour soulager la situation critique du monde.

Les pêcheurs canadiens exigent que toutes les fournitures de vivres comprennent le poisson, élément important de tous les programmes d'alimentation. Nous sommes sûrs que le ministre des Pêcheries (M. Bridges) protégera nos intérêts dans ce domaine.

Monsieur l'Orateur, permettez-moi d'ajouter quelques mots sur les conférences entre le Dominion et les provinces. Jusqu'à présent, on s'est réuni trois fois et la prochaine assemblée doit se tenir le 25 avril. A mon sens, ces conférences ont une importance vitale et nous, de la Nouvelle-Ecosse, espérons qu'elles donneront de bons résultats. Les propositions fédérales méritent nos éloges et les buts qu'elles visent, tels l'amélioration de notre régime d'impôts, l'augmentation de l'emploi et le progrès des services sociaux, en ce qui a trait en particulier aux soins médicaux et à la pension de vieillesse, sont dans le meilleur intérêt du pays.

Les Néo-Ecossais félicitent le Gouvernement de reconnaître l'importance de l'industrie canadienne des pêcheries en formulant dans ses propositions un programme de recherches sur la pisciculture, d'utilisation de produits de la pêche et de transport du poisson. Le plan comporte l'adoption de crédits en vue d'améliorer la prise, la mise en conserve et la distribution du poisson. Bref, il entraîne la conviction que cette industrie recevra de l'encouragement.

A cause de la forte demande de poisson à l'étranger, les pêcheurs canadiens ont joui d'une prospérité bien méritée en ces dernières années; ils désirent vivement que l'on veuille à conserver le niveau actuel. Il ne faut pas laisser la situation empirer jusqu'au point de réduire les pêcheurs à leur pauvreté d'avant-guerre.

Jusqu'ici, les pourparlers entre le Dominion et les provinces ont porté surtout sur de graves problèmes particuliers aux domaines de l'imposition et des subventions. J'abonde dans

le sens d'une déclaration formulée en janvier par le gouvernement de la Nouvelle-Ecosse et ainsi conçue:

La solution idéale consiste à assurer à toutes les provinces du Dominion des revenus et un niveau de bien-être économique tel que le gouvernement n'ait plus à verser de subventions.

Ce serait sans doute là une solution idéale. Mais dans un pays comme le Canada, avec ses inégalités économiques, géographiques et climatiques, il est peu probable qu'on atteigne cet idéal. Par conséquent, si nous voulons être véritablement une nation, il importe de supprimer autant que possible ces inégalités; or, c'est là où les subventions deviennent très importantes.

Monsieur l'Orateur, on se plaît, de nos jours, à parler des droits du Canada en tant que nation et nous nous proposons d'étudier, au cours de la présente session, un bill sur la citoyenneté, ainsi que le projet d'un drapeau national distinctif. Ce sont là des signes évidents de notre croissance, mais n'oublions pas que, pour constituer une nation, nous devons progresser dans l'unité et ne pas laisser chaque province s'acheminer seule au petit bonheur, bien retranchée derrière ses limites territoriales. Il faut que, dans la plus large mesure possible, les avantages découlant de notre statut de nation soient accessibles à tous les citoyens, peu importe le lieu de leur naissance ou de leur domicile. Je rends hommage à l'énergie avec laquelle le Gouvernement projette de s'attaquer à ce problème.

Pour nous de la Nouvelle-Ecosse, qui sommes bien loin du centre du pays auquel nous relie un service ferroviaire plutôt lent, cette question est de première importance. Les Néo-Ecossais veulent faire partie du Canada en tant que nation; ils chérissent leur qualité de citoyen et veulent jouir de tous les avantages qu'elle confère. On s'explique donc facilement leur désir d'obtenir un accès facile aux marchés du centre canadien et de l'étranger, sur une base équitable et réciproque. Ils espèrent qu'on établira un service de chemin de fer plus rapide entre la Nouvelle-Ecosse et le Canada central et qu'on améliorera les moyens de transport (matériel roulant et voies ferrées) dans la province. L'important projet présentement à l'étude en vue d'unir, au moyen d'un pont ou d'une chaussée, la terre ferme de la Nouvelle-Ecosse et l'île hautement industrialisée du Cap-Breton, devrait constituer une partie importante de tout programme visant à améliorer notre système de transport.

A notre avis, toute entente conclue entre le Dominion et les provinces ne constituera pas nécessairement la base de la solution à tous nos problèmes mais nous espérons qu'on en